

9 juin 2025

Le très honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, Ontario K1A 0A2

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous adressons cette lettre ouverte en tant que groupe de XXX professeurs de droit et avocats spécialisés dans le droit international et les droits de l'homme, d'universitaires possédant une expertise avérée dans le domaine des relations internationales, la justice et les droits de l'homme, de leaders de la société civile, religieux et syndicaux, ainsi que d'anciens ministres, diplomates et fonctionnaires à la retraite qui ont œuvré pendant de nombreuses décennies à la promotion des intérêts mondiaux du Canada. Nous l'écrivons en raison de la crise humanitaire et des droits de l'homme catastrophique à Gaza, qui en est maintenant à son vingtième mois et qui est largement considérée par les experts en droit international et les principales organisations de défense des droits de l'homme comme constituant un génocide.

Attendre, hésiter, rester silencieux et s'abstenir ou, pire, refuser d'agir face aux preuves de plus en plus nombreuses et incontestables de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ne peuvent plus être des options pour le Canada. Mais il ne suffit pas de s'exprimer. Le Canada doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à ces atrocités et soutenir les efforts visant à amener les responsables à rendre des comptes. C'est ce qu'exigent nos signatures de la *Convention sur le génocide* de 1948 et du Statut de Rome de 1998 portant création de la Cour pénale internationale.

Nous proposons cinq recommandations d'action prioritaires, qui sont décrites plus en détail à la fin de cette lettre. Nous vous demandons instamment de donner suite à ces suggestions, à la fois unilatéralement et conjointement avec vos partenaires, y compris lors du prochain sommet du G7.

- Œuvrer activement en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et permanent et de la libération de tous les captifs israéliens et palestiniens.

- Insister sur l'accès complet de l'aide humanitaire à Gaza, conformément aux principes humanitaires fondamentaux d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance, et exiger la levée totale de l'interdiction imposée par Israël à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies.

- Soutenir publiquement le rôle des tribunaux internationaux et s'y conformer pleinement en demandant des comptes à ceux qui violent le droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, ainsi qu'en Israël.

- Prendre toutes les mesures nationales possibles, notamment se retirer immédiatement de l'accord de libre-échange entre le Canada et Israël, imposer des sanctions aux dirigeants israéliens et à d'autres personnes soupçonnées d'avoir participé à des atrocités criminelles, ouvrir des enquêtes sur les accusations de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en vertu de *la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* (y compris sur tout Canadien ou double national impliqué dans de tels crimes) dans le but de poursuivre les auteurs d'infractions au Canada ou dans une autre juridiction, appliquer un embargo total et complet sur les armes dans les deux sens et retirer le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations trouvées complices de crimes en vertu du droit international.

- Sans plus attendre, rejoindre les 149 États qui reconnaissent l'État de Palestine en tant qu'État et appuyer tous les efforts pour que la Palestine soit admise comme membre à part entière des Nations Unies.

L'urgence

Nous vous écrivons avec un sentiment d'urgence sans précédent, qui ne fait que s'accroître à mesure que la situation dans le Territoire palestinien occupé, notamment à Gaza, s'aggrave d'heure en heure.

Tout d'abord, il y a urgence parce que la situation sur le terrain à Gaza est devenue inimaginablement désastreuse. Les mots adéquats pour décrire avec précision le niveau et l'ampleur de la mort, de la souffrance et de la destruction nous échappent. Même un terme comme « apocalyptique » semble insuffisant. Plus de 54 000 habitants de Gaza ont été tués depuis le début des opérations militaires israéliennes, ce qui représente un effarant 2,4 % de la population. Nous écrivons ce chiffre en sachant qu'il est en deçà de la réalité et qu'il augmentera chaque jour. Le nombre réel de morts est certainement plus élevé, étant donné que de nombreux corps n'ont pas encore été récupérés sous les décombres des bâtiments qui se sont effondrés sous les bombardements. D'innombrables autres personnes meurent de malnutrition et de maladies infectieuses. On estime que 70% des morts

sont des femmes et des enfants.¹ Le nombre d'enfants tués - souvent tous les enfants d'une même famille en même temps - brise le cœur collectif de l'humanité.

Ce qui s'est passé à Gaza au cours des vingt derniers mois est une situation odieuse de mort et de dévastation indicibles qui ne devrait pas et ne peut pas être autorisée à se poursuivre un seul jour, en fait une seule minute, de plus. Le fait qu'on ait permis à la situation d'atteindre un tel degré de souffrance est une honte ignoble pour l'ensemble de la communauté internationale, y compris le Canada. C'est le résultat inévitable de mois d'inaction et d'impunité complète.

Nous sommes tout à fait d'accord avec l'analyse détaillée et les conclusions auxquelles sont parvenus des experts des Nations unies en matière de droits de l'homme,² des organisations respectées de défense des droits de l'homme³ et de nombreux juristes universitaires,⁴ à savoir qu'un génocide est en cours à Gaza. Nous n'aurions pas dû en arriver là. Nous vous rappelons qu'il existe une obligation juridique claire et sans ambiguïté pour les parties à la *Convention sur le génocide*, dont le Canada fait évidemment partie, de *prévenir* le génocide lorsqu'il y a un risque qu'il soit commis. On ne peut pas dire avec un semblant de rationalité qu'un tel risque n'a pas existé au cours des vingt derniers mois.

En effet, le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice a estimé que le droit du peuple palestinien de Gaza en vertu de la *Convention sur le génocide* de ne pas être soumis à des actes de génocide est plausiblement en jeu et qu'il existe un « risque réel et imminent » de génocide à Gaza.⁵ Cela suffit à déclencher l'obligation pour

¹ Al Jazeera, *Nearly 70 percent of deaths in Gaza are women and children: UN*, November 8, 2024, <https://www.aljazeera.com/news/2024/11/8/nearly-70-percent-of-deaths-in-gaza-are-women-and-children-un>.

² Assemblée générale des Nations Unies, Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Francesca Albanese, Anatomie d'un génocide, Document A/HRC/55/73, 1er juillet 2024, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/55/73>.

³ Amnesty International, *Israel/Occupied Palestinian Territory: 'You Feel Like You Are Subhuman': Israel's Genocide Against Palestinians in Gaza*, 5 décembre 2024; Human Rights Watch, *Extermination and Acts of Genocide: Israel Deliberately Depriving Palestinians in Gaza of Water*, 19 décembre 2024, <https://www.hrw.org/report/2024/12/19/extermination-and-acts-genocide/israel-deliberately-depriving-palestinians-gaza>.

⁴ Lettre ouverte des juges et avocats du Royaume-Uni concernant le territoire palestinien occupé, 26 mai 2025, <https://lawyersletter.uk/wp-content/uploads/2025/05/Gaza-letter-26May25.pdf>.

⁵ « La Cour est d'avis que les faits et circonstances mentionnés ci-dessus suffisent pour conclure qu'au moins certains des droits que l'Afrique du Sud revendique et dont elle sollicite la protection

tous les signataires de la *Convention sur le génocide* - y compris le Canada - de prendre des mesures positives pour prévenir le génocide à Gaza. De plus, la Cour a ordonné au gouvernement israélien de « prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'assistance humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ». ⁶

Depuis cette décision, il y a plus de seize mois, et en violation de deux autres ordonnances de mesures provisoires contraignantes de la CIJ, ⁷ Israël a pris des mesures qui ont aggravé de façon exponentielle les conditions de vie à Gaza. La décision d'Israël de bloquer complètement l'accès humanitaire à Gaza depuis le 2 mars 2025 et, plus récemment, de contourner les agences de l'ONU et d'autres agences humanitaires établies pour fournir plutôt un maigre niveau d'aide par l'intermédiaire de la *Gaza Humanitarian Foundation* (GHF), une soi-disant fondation humanitaire dépourvue d'humanité, d'indépendance, d'impartialité et de neutralité, a été largement condamnée, y compris par votre gouvernement. Selon Tom Fletcher, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires humanitaires, ces mesures soi-disant « humanitaires » adoptées par Israël sont un « spectacle cynique », « une distraction délibérée » et « une feuille de vigne pour de nouvelles violences et de nouveaux déplacements de population ». ⁸ Il convient de noter que des

sont plausibles. Il en va ainsi du droit des Palestiniens de Gaza d'être protégés contre les actes de génocide et les actes prohibés connexes visés à l'article III... » Application de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), Demande en indication de mesures provisoires, Ordonnance du 26 janvier 2024, paragraphe 54, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-fr.pdf>.

⁶ *Ibid.*, paragraphe 86(4).

⁷ Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), Demande tendant à la modification de l'ordonnance du 26 janvier 2024 indiquant des mesures conservatoires, Ordonnance du 28 mars 2024, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240328-ord-01-00-fr.pdf>; Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), Demande tenant à la modification de l'ordonnance du 28 mars 2024, ordonnance du 24 mai 2024, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240524-ord-01-00-frc.pdf>

⁸ Mr. Tom Fletcher, Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator - Briefing to the Security Council on the humanitarian situation and the protection of aid workers in Gaza, May 13, 2025, <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/mr-tom-fletcher-under-secretary-general-humanitarian-affairs-and-emergency-relief-coordinator-briefing-security-council-humanitarian-situation-and-protection-aid-workers-gaza-13-may-2025-enarhe>.

dizaines de Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés en tentant de collecter l'aide alimentaire de la GHF à ce jour.⁹

Nous écrivons en sachant parfaitement qu'il y a un an - le 10 juin 2024 - le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2735 (proposée par les États-Unis) qui exigeait « un cessez-le-feu immédiat, total et complet » et le retour des otages israéliens et des prisonniers palestiniens, le retour des civils palestiniens dans leurs maisons et leurs quartiers dans toute la bande de Gaza et l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire à grande échelle dans l'ensemble de la bande. La résolution rejette également « toute tentative de changement démographique ou territorial dans la bande de Gaza, y compris tout acte visant à réduire le territoire de Gaza ».

Nous vous écrivons avec d'autant plus d'urgence que vous accueillerez le sommet du G7 à Kananaskis dans cinq jours. Nous nous attendons à ce que la situation à Gaza, les questions plus générales liées à Israël et à la Palestine, ainsi que les tensions et les ouvertures plus larges concernant les défis géopolitiques et sécuritaires au Moyen-Orient, fassent partie de vos discussions. Il s'agit d'une opportunité cruciale pour une action concertée de la part de sept des gouvernements et économies les plus influents du monde. C'est une opportunité qu'il faut saisir.

Nous avons accueilli favorablement la déclaration commune publiée par trois des sept dirigeants du G7, à savoir le président français Emmanuel Macron, le premier ministre britannique Keir Starmer et vous-même, le 19 mai 2025,¹⁰ et nous saluons les lignes rouges qui ont été tracées. Nous notons en particulier que vous vous êtes engagés à prendre « d'autres mesures concrètes » si le gouvernement israélien poursuit son offensive militaire renouvelée et ne lève pas ses restrictions sur l'aide humanitaire à Gaza. Vous avez indiqué que vous n'hésitez pas « à prendre d'autres mesures, y compris des sanctions ciblées » si Israël ne met pas fin à l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie. Le moment est venu de prendre de telles mesures.

⁹ CBC News, *U.S.-backed Gaza aid group halts distribution as 18 killed in Israeli strike on school shelter*, 4 juin 2025, <https://www.cbc.ca/news/world/gaza-israel-aid-1.7551741>.

¹⁰ Déclaration commune des dirigeants du Canada, du Royaume-Uni et de la France sur la situation à Gaza et en Cisjordanie, 19 mai 2025, <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2025/05/19/declaration-commune-des-dirigeants-du-canada-du-royaume-uni-et>

Malgré une documentation abondante et crédible sur les crimes internationaux en cours, le Canada refuse toujours d'agir. Quelle preuve faut-il de plus?

En effet, vous n'avez encore pris aucune mesure en ce sens, en dépit du fait que la nouvelle offensive militaire et les restrictions à l'aide humanitaire que vous avez dénoncées il y a près de trois semaines n'ont pas diminué. De même, nous n'avons vu aucune réponse de la part du Canada à la récente décision du cabinet de sécurité israélien d'établir 22 nouvelles colonies illégales en Cisjordanie, la mesure la plus importante de ce type depuis les accords d'Oslo et que le ministre israélien de la défense Israël Katz reconnaît explicitement comme « une mesure stratégique qui empêche la création d'un État palestinien qui mettrait Israël en danger ».¹¹ Monsieur le Premier ministre Carney, il est clairement temps de prendre les mesures concrètes qui ont été promises par le Canada. Nous nous attendons à ce qu'en tant qu'hôte du sommet, et en collaboration avec le président Macron et le premier ministre Starmer, vous suscitez une action plus large du G7 dans ce sens.

Cours internationales et droit international

Nous avons suivi de près l'enquête lancée par la Cour pénale internationale concernant la situation dans l'État de Palestine. Comme vous le savez, en mai 2024, le procureur de la Cour a demandé des mandats d'arrêt contre trois dirigeants du Hamas et deux dirigeants israéliens, pour des accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité liés à l'attaque du 7 octobre et à l'offensive militaire qui a suivi. Les trois dirigeants du Hamas ont tous été tués par la suite et les procédures engagées contre eux ont été abandonnées ou retirées. Des mandats d'arrêt ont été émis contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant en novembre 2024 et n'ont toujours pas été suivis d'effets.¹² Les enquêtes de la Cour se poursuivent et il est tout à fait possible que d'autres mandats d'arrêt soient demandés.

En mai 2024, nous avons été nombreux à soutenir une lettre ouverte adressée à votre prédécesseur Justin Trudeau par 375 universitaires, juristes, représentants de la société civile, leaders religieux, anciens ministres et diplomates, appelant le gouvernement canadien à soutenir les travaux en cours de la CPI en ce qui

¹¹ Lorenzo Tondo, *Israel confirms plans to create 22 new settlements in occupied West Bank*, The Guardian, 29 mai 2025, <https://www.theguardian.com/world/2025/may/29/israel-new-settlements-occupied-west-bank-palestinian-state>.

¹² Cour pénale internationale, Situation dans l'État de Palestine, <https://www.icc-cpi.int/fr/palestine>

concerne la Palestine.¹³ Cela reste un impératif majeur pour lutter contre les décennies d'impunité qui ont protégé les responsables de crimes graves en vertu du droit international en Palestine et en Israël de l'obligation de rendre des comptes.

Jusqu'à présent, nous avons été déçus par ce qu'il convient d'appeler un soutien ambivalent et réticent du gouvernement canadien à la CPI. Votre gouvernement ne doit pas seulement soutenir l'enquête de la CPI en paroles, mais aussi en actes, par exemple en affectant des enquêteurs pour aider l'enquête de la Cour sur les atrocités commises en Palestine, comme il l'a fait dans le cadre de l'enquête sur l'Ukraine. Nous implorons également votre gouvernement de ne pas se contenter d'affirmer clairement qu'il appliquera les mandats d'arrêt existants de la CPI, mais qu'il soutiendra l'émission de mandats supplémentaires, notamment en ce qui concerne les atrocités commises en Cisjordanie.

Nous attirons également votre attention sur l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice en juillet 2024, dans lequel la Cour conclut que « la présence d'Israël dans le territoire palestinien occupé est illicite ».¹⁴ La Cour note en outre que tous les États – c'est-à-dire incluant le Canada et tous les membres du G7 - sont « tenus de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par [la présence illicite d'Israël dans le Territoire palestinien occupé]. »¹⁵ La Cour a affirmé que tous les États avaient donc le devoir « de faire une distinction, dans leurs échanges avec Israël, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires

¹³ Un appel pour obtenir le soutien du Canada pour les travaux de la CPI concernant la Palestine et Israël, 29 mai 2024, <https://static1.squarespace.com/static/5fc01c8f405d5340f3254abf/t/6657cded6d7aab5e3357a855/1717030381613/Open+Letter+to+PM+Trudeau%2C+29.05.24+FR.pdf>

¹⁴ « La Cour considère que les violations, par Israël, de l'interdiction de l'acquisition de territoire par la force et du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ont un impact direct sur la licéité de la présence continue d'Israël, en tant que puissance occupante, dans le Territoire palestinien occupé. L'utilisation abusive persistante de sa position en tant que puissance occupante à laquelle Israël se livre en annexant le Territoire palestinien occupé et en imposant un contrôle permanent sur celui-ci, ainsi qu'en privant de manière continue le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, viole des principes fondamentaux du droit international et rend illicite la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé. » Cour internationale de Justice, Avis consultatif, Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, 19 juillet 2024, paragraphe 261, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/186/186-20240719-adv-01-00-frc.pdf>

¹⁵ *Ibid.*, paragraphe 279.

occupés depuis 1967 ». ¹⁶ À cet égard, la Cour a affirmé que ce devoir englobe notamment:

- l'obligation de ne pas entretenir de relations conventionnelles avec Israël dans tous les cas où celui-ci prétendrait agir au nom du Territoire palestinien occupé ou d'une partie de ce dernier sur des questions concernant ledit territoire ;
- de ne pas entretenir, en ce qui concerne le Territoire palestinien occupé ou des parties de celui-ci, de relations économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans ce territoire ;
- ils doivent s'abstenir, dans l'établissement et le maintien de missions diplomatiques en Israël, de reconnaître de quelque manière sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé ; et
- de prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé. » ¹⁷

En tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, la détermination du droit international par la CIJ qui précède et qui fait autorité est contraignante pour tous les États, que cette détermination apparaisse ou non sous la forme d'un avis consultatif de la Cour. Il en est ainsi parce que les décisions de la Cour reposent avant tout sur les violations par Israël de normes impératives du droit international, auxquelles il n'est pas permis de déroger.

Plusieurs d'entre nous avons participé à l'envoi de lettres à l'ancien premier ministre et aux ministres concernés, et à des réunions avec eux au cours de l'année 2024, formulant des recommandations sur les mesures que le Canada est légalement tenu de prendre en réponse à l'avis consultatif 2024, y compris en ce qui concerne les colonies illégales en Cisjordanie, qui constituent des crimes de guerre ; mais très peu a été fait, et les mesures minimales qui ont été prises, telles que des

¹⁶ *Ibid.*, paragraphe 278.

¹⁷ *Idem.*

sanctions contre des colons individuels en Cisjordanie, se sont clairement révélées inefficaces.¹⁸

Selon nous, le Canada est loin d'avoir respecté l'obligation juridique internationale claire de ne pas prêter « aide ou assistance » à Israël pour poursuivre sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé et commettre d'autres actes internationalement illicites, y compris des crimes internationaux fondamentaux, dans le Territoire..

Recommandations

Tant sur le plan moral que juridique, il incombe au Canada, et donc à votre gouvernement, de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin, prévenir, enquêter et punir le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et en Israël. Nous notons qu'en vertu de la *Convention sur le génocide* le Canada a l'obligation expresse de prévenir et de punir le génocide. En outre, la Convention est largement reconnue comme donnant lieu à des obligations *erga omnes*, que tous les États ont un intérêt juridique à faire respecter. Aucun État ne peut ni ne doit rester passif face aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et au génocide. Nous vous demandons instamment de donner la priorité à l'action du Canada dans cinq domaines.

CESSEZ-LE-FEU ET LIBÉRATION DES CAPTIFS

La mesure la plus immédiate à prendre à Gaza est un cessez-le-feu total et inconditionnel, en commençant par un arrêt complet de l'offensive terrestre renouvelée d'Israël. Cela doit inclure la libération de tous les captifs illégalement détenus par le Hamas et par Israël. Votre gouvernement a exprimé son opposition à l'offensive renouvelée et a insisté pour qu'elle soit arrêtée. Il a également appelé à plusieurs reprises à un cessez-le-feu et à la libération des otages. En collaboration avec le G7 et d'autres partenaires, il faut maintenant qu'il y ait des conséquences au non-respect et au refus constants de se conformer à ces exigences.

ACCÈS HUMANITAIRE

Le blocus de l'accès humanitaire à Gaza depuis le début du mois de mars a engendré des conditions catastrophiques sur le terrain que les responsables des Nations unies ont qualifiées de famine ; une famine qui n'est pas le résultat de

¹⁸ Lettres au gouvernement canadien, avril, juin et août 2024 : Les colonies illégales en Cisjordanie constituent des crimes de guerre, <https://www.alexneve.ca/blog/2024warcrimeletters>.

conditions environnementales ou de mauvaises récoltes, mais qui est entièrement provoquée par la politique, les décisions et les actions du gouvernement israélien. Votre gouvernement doit insister pour que l'embargo israélien sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies soit levé et que l'aide soit autorisée à Gaza à l'échelle requise et conformément aux ordonnances contraignantes de la Cour internationale de justice dans l'affaire *Afrique du Sud c. Israël*, ainsi qu'aux principes humanitaires largement reconnus d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. Une fois de plus, en collaboration avec d'autres gouvernements, le refus d'Israël de respecter cet impératif humanitaire le plus fondamental doit avoir des conséquences. Le Canada ne doit pas travailler avec la *Gaza Humanitarian Aid Foundation*, la reconnaître ou la soutenir de quelque manière que ce soit, car elle n'adhère en rien à ces principes humanitaires et soutient au contraire les stratégies et les intentions militaires d'Israël à l'égard de la bande de Gaza.

SOUTIEN AUX TRIBUNAUX INTERNATIONAUX

Le Canada a une longue et fière tradition de soutien au rôle important des tribunaux internationaux dans le respect du droit international. Le soutien à ces institutions est vital à l'heure actuelle. La Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale sont toutes deux activement engagées dans des affaires impliquant des allégations et des accusations de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Israël et en Palestine. Ces deux cours ont fait l'objet de critiques et de contestations hostiles de la part de certains gouvernements, en particulier ceux d'Israël et des États-Unis. Le Canada peut faire beaucoup plus pour démontrer la substance de son soutien aux tribunaux internationaux. Cela devrait inclure l'élaboration d'un plan d'action visant à garantir que le Canada a) se conforme à l'avis consultatif de la CIJ de 2024 concernant l'illicéité de la présence continue d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ; b) intervienne en faveur de l'affaire de l'Afrique du Sud devant la CIJ en vertu de la *Convention sur le génocide* comme l'a fait le Canada dans d'autres affaires (par exemple, *Gambie c. Myanmar*) ; fasse une déclaration publique claire confirmant l'engagement du Canada à exécuter les mandats d'arrêt émis par la CP; et d) collabore avec d'autres gouvernements pour transmettre au Procureur de la CPI les préoccupations relatives à l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie.

PRENDRE TOUTES LES MESURES POSSIBLES AU CANADA

Outre l'action internationale, le Canada peut et doit prendre de nombreuses mesures au niveau national. En fait, nous sommes légalement tenus de le faire. La

Convention sur le génocide interdit non seulement le génocide mais aussi la « complicité dans le génocide ». La *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* définit le cadre juridique dans lequel les accusations liées au génocide, aux crimes contre l'humanité ou aux crimes de guerre peuvent être portées contre des Canadiens et des non-Canadiens devant les tribunaux canadiens. Entre autres mesures, nous demandons à votre gouvernement de :

- s'appuyer sur les sanctions qui ont été imposées contre le Hamas, d'autres groupes armés palestiniens et des dirigeants associés à ces groupes, ainsi que sur les sanctions imposées contre les colons extrémistes, en imposant des sanctions contre les principaux responsables du gouvernement israélien soupçonnés d'être responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le ministre de la Défense Israël Katz, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir et le ministre des Finances Bezalel Smotrich ;

- appliquer une interdiction composante des armes dans les deux sens entre le Canada et Israël, y compris toutes les armes, pièces ou composants et objets « à double usage » canadiens transférés à Israël via les États-Unis ou tout État tiers ;

- se retirer de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël, en particulier compte tenu du fait que l'accord est illégal parce qu'il viole deux normes péremptoires du droit international, à savoir l'interdiction de l'acquisition de territoire par la menace ou l'emploi de la force et l'obligation de respecter le droit d'un peuple à l'autodétermination (voir la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, article 53), et le fait que l'accord inclut des biens et des services provenant des colonies illégales de Cisjordanie et ne fait pas la distinction entre le territoire israélien et le Territoire palestinien occupé ;

- demander à la GRC d'ouvrir des enquêtes sur les allégations selon lesquelles des citoyens canadiens et des organisations constituées et basées au Canada ont commis ou aidé et encouragé à commettre du génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité en Israël ou en Palestine, y compris lorsqu'ils servaient dans les forces de défense israéliennes, dans le but spécifique de poursuivre les auteurs présumés des infractions ; et

- nommer un expert indépendant chargé d'enquêter et de veiller à ce que toute organisation bénéficiant du statut d'organisme de bienfaisance canadien qui a fourni un soutien financier ou autre au génocide, à des crimes contre l'humanité ou à des crimes de guerre soit déchue de ce statut.

RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT DE PALESTINE

Enfin, Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons instamment de reconnaître l'État de Palestine, qui devrait se voir accorder le statut de membre à part entière des Nations Unies. Cette reconnaissance bénéficie d'un large soutien, puisque 149 États l'ont déjà fait (148 des 193 États membres de l'ONU, plus un État observateur non membre, le Saint-Siège).¹⁹ Le gouvernement canadien a déjà exprimé son intention de le faire éventuellement, mais a indiqué que c'était prématuré.²⁰ Cela ne peut pas durer, d'autant plus que le gouvernement israélien poursuit des actions telles que le génocide à Gaza et l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie, qui sont (de l'aveu même d'Israël) destinées à saper l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Palestine. Comme l'a noté la Cour internationale de justice dans son avis consultatif de 2024, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination dans son État est une norme impérative du droit international, à laquelle il n'est pas permis de déroger, et qui ne peut donc pas faire l'objet de négociations. La position du Canada est condescendante et contrevient au droit fondamental des Palestiniens à l'autodétermination. Le Canada ne peut et ne doit plus attendre.

Nous vous rappelons aussi que, le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une écrasante majorité (124-14-45) la résolution ES-10/24, qui non seulement accueillait favorablement l'avis consultatif de juillet 2024 de la Cour internationale de justice, mais a également donné à Israël un délai ferme de 12 mois pour mettre fin complètement à son occupation illicite du territoire palestinien. Nous vous exhortons à vous joindre aux autres États du monde partageant les mêmes idées qui, au cas où Israël n'obéirait pas aux directives

¹⁹ Al Jazeera, *Mapping which countries recognise Palestine in 2025*, 10 avril 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/4/10/mapping-which-countries-recognise-palestine-in-2025>.

²⁰ « Le Canada est disposé à reconnaître un État palestinien au moment le plus propice à une paix durable, même si celle-ci n'est pas la dernière étape vers la réalisation de la solution à deux États. » Gouvernement du Canada, *Politique canadienne sur les aspects clés du conflit israélo-palestinien*, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/mena-moan/israeli-palestinian_policy-politique_israelo-palestinien.aspx?lang=fra, consulté le 29 mai 2025; Raffy Boudjikian, *Canadian government speaking with allies about Palestinian statehood recognition, official tells MPs*, CBC News, 8 novembre 2024, <https://www.cbc.ca/news/politics/canadian-government-speaking-with-allies-about-palestinian-statehood-recognition-official-tells-mps-1.7377712>

claires de la Cour, des Nations Unies et de la communauté internationale, considéreront les conséquences nécessaires de cette défiance.

Monsieur le premier ministre, le côté de l'histoire auquel appartient le Canada ne fait aucun doute. En raison des « valeurs communes » proclamées par le Canada et des relations étroites qu'il entretient avec Israël, Ottawa ne doit ménager aucun effort pour mettre immédiatement fin au génocide à Gaza et aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le respect du droit international est la seule voie par laquelle non seulement la paix, la justice et les droits de l'homme, mais aussi la sécurité durable et à long terme des Israéliens et des Palestiniens seront atteints.

Cordialement,

ENDORSED BY:

(Organizational affiliations are cited only for identification purposes and do not indicate endorsement by those organizations.)

Imtenan Abd-El-Razik
Barrister and Solicitor

Nahla Abdo, Ph.D.
Chancellor's Professor, Department of
Sociology/Anthropology
Carleton University

Yasmeen Abu-Laban
Professor and Canada Research Chair in the
Politics of Citizenship and Human Rights
Department of Political Science
University of Alberta

Nadia Abu-Zahra
Professor of International Development and
Global Studies
University of Ottawa

Laurie Adkin
Professor Emerita of Political Science
University of Alberta

Michelle Adormaa Owusu
Barrister and Solicitor

Melanie Adrian
Associate Professor
Carleton University

Hodan Ahmed Mohamed
Founder, Arawelo Institute for Leadership &
Public Policy and UN Human Rights Fellow

Sharry Aiken
Professor of Law
Queen's University

Dr. Davut Akca
Assistant Professor, Criminology
Lakehead University

Greg Albo
Professor of International Relations,
Department of Politics
York University

Kristi A. Allain
Canada Research Chair, Physical Culture and
Social Life and Professor, Sociology
St. Thomas University

Carmen Alvarez
Barrister and Solicitor

Dr. Kjell Anderson
Associate Professor of Law
University of Manitoba

Ian Angus
Professor Emeritus
Simon Fraser University

Rachad Antonius
Honorary Professor (Retired Full Professor),
Department of Sociology
Université du Québec à Montréal

Veromi Arsiradam
Barrister and Solicitor

Florence Ashley
Assistant Professor of Law
University of Alberta

Professor François Audet
Director of the Montreal Institute of
International Studies, Université du Québec
à Montréal

Michael Aylward
Former international development analyst
Global Affairs Canada (retired)

Muhannad Ayyash
Professor of Sociology
Mount Royal University

Amanda Aziz
Refugee, Immigration and Human Rights
Lawyer

Sofiane Baba
Professor of strategic management
Université de Sherbrooke

Dr. Feyzi Baban
Professor and Chair, Department of Global
Justice and Development
Trent University

Rémi Bachand
Professeur de droit international
Université du Québec à Montréal

Abigail B. Bakan
Professor
University of Toronto

Corey Balsam
National Coordinator, Independent Jewish
Voices Canada

Nigel Bankes, FRSC
Emeritus Professor of Law
University of Calgary

Peter Barnacle
Former general counsel, Canadian
Association of University Teachers

Gerald K. Barr, CM
Former President/CEO, Canadian Council for
International Cooperation

Ranu Basu
Professor of Geography, Faculty of
Environmental and Urban Change
York University

Dr. Susan Bazilli
Director, International Women's Rights
Project and Member of UN OHCHR Group of
Independent Experts on Human Rights
Situation in Belarus

Sarah Beamish
Human Rights Lawyer

Dr. Stéphane Beaulac
Professor of international law
Université de Montréal

Lori Beckstead
Associate Professor
Toronto Metropolitan University

Shakeela Begum
Lawyer

Matthew Behrens
Coordinator, Rural Refugee Rights Network

Ibrahim Bengizi
Barrister and Solicitor

Faisal Bhabha
Associate Professor, Osgoode Hall Law
School
York University

Brenna Bhandar
Associate Professor, Allard School of Law
University of British Columbia

Gilles Bibeau
Professeur émérite
Université de Montréal

Rabbi Elizabeth Bolton

Sarah L. Boyd
Barrister & Solicitor

Susan B. Boyd
Professor Emerita, Allard School of Law
University of British Columbia

Professor Susan Breau
Institute of Advanced Legal Studies
University of London

Bruce Broomhall
Professeur, droit pénal international
Université du Québec à Montréal

Dr. Carissa Brown
Professor
Memorial University

Sue Brown
Director of Advocacy, Justice for Girls

Elyse Bruce, LLB

Michael Bueckert, PhD
Acting President, Canadians for Justice and
Peace in the Middle East

Doris Buss
Professor of Law, Department of Law and
Legal Studies
Carleton University

Salamatou Camara
Barrister and Solicitor

Bonnie Campbell
Professor Emeritus, Faculty of Political
Science and Law
Université du Québec à Montréal

Christopher Campbell-Durufié
Assistant Professor, Lincoln Alexander
School of Law
Toronto Metropolitan University

Catholics for Justice and Peace in the Holy
Land

Irina Ceric
Assistant Professor, Faculty of Law
University of Windsor

Jamil Chammas
Avocat

Paul Champ
Human rights lawyer

Chi Carmody
Associate Professor, Faculty of Law
Western University

Jessica Chandrashekar
Lawyer and academic

Elaine Coburn
Associate Professor, International Studies
York University

Veldon Coburn, Ph.D
Associate Professor
McGill University

Marjorie Griffin Cohen
Professor Emeritus
Simon Fraser University

Miriam Cohen
Full Professor and Canada Research Chair in
Human Rights and International Justice,
Faculty of Law
Université de Montréal

Robert Collette
Former Ambassador of Canada, Chief of
Protocol for Canada and Sherpa for the
Francophonie

Ken Collier
Retired Professor, Arts and Integrated
Studies
Athabasca University

Kristina Cooke
Lawyer

François Crépeau, OC
Professor of International Law, McGill
University, and former United Nations
Special Rapporteur on the Human Rights of
Migrants

Ally Crockford, PhD
National Coordinator, Righting Relations
Canada

Alison Crosby
Associate Professor, School of Gender,
Sexuality and Women's Studies
York University

Lawrence Cumming
International Development/Civil Society
Leader and Executive (Retired)

Dr. Amanda Dale
Fellow, Human Rights Research and
Education Centre, Faculty of Law
University of Ottawa

Stephen D'Arcy
Associate Professor, Philosophy
Huron University

Gail Davidson
Director and Founder of Lawyers' Rights
Watch Canada, Lawyer (retired status)

Shelagh Day, C.M.
Human Rights Advocate

Joseph G Debanné, Phd, P.Eng,
Retired Chair of the Middle East Study
Group

Beverley J DeLong
Barrister & Solicitor (Inactive)

Dr Nathan Derejko
Mauro Chair in Human Rights and Social
Justice, Assistant Professor of Law
University of Manitoba

Me Louise Desautels
Avocate à la retraite

Emily Dixon
Barrister

Tasha Donnelly
Barrister and Solicitor

Katie Douglas
Lawyer

Sarah Dowling, Ph.D.
Assistant Professor
University of Toronto

Roxanne Dubé
Former Canadian Ambassador

Karen Dubinsky
Professor
Global Development Studies/History
Queen's University

Todd Dufresne
Professor of Philosophy
Lakehead University

John Dugard
Emeritus professor of international Law and
former UN special rapporteur on the
situation of human rights in the Occupied
Palestinian Territory

Jouman El-Asmar
Barrister and Solicitor

Dr. Lena El-Malak
Independent expert in public international
law

Christo El Morr
Professor of Health Informatics
Director of the Center for Feminist Research
York University

Mohamed El Rashidy
Barrister and Solicitor

Tammer El-Sheikh, PhD
Associate Professor, Art History
York University

Reem Elawny
Lawyer

Pearl Eliadis
Human rights lawyer, Associate Professor
(professional), Max Bell School of Public
Policy, McGill University; Full Member,
Centre for Human Rights and Legal
Pluralism, Faculty of Law, McGill University;
Expert Group on Human Rights of the
Quebec Bar Association

Marc Epprecht
Professor, Department of Global
Development Studies
Queen's University

Almira Esmail
Barrister and Solicitor

Mark Etkin, MD FRCPC
Associate Professor
University of Manitoba

Mohammad Fadel
Professor of Law, Faculty of Law
University of Toronto

Leilani Farha
Former UN Special Rapporteur on the right
to housing

Sana Fatima
Human rights lawyer

Paul Fauteux
International lawyer and former Canadian
diplomat

Jaron Fergusson
Barrister and Solicitor

John W. Foster
International Studies, University of Regina
(ret'd)

Robert Fox
Retired Civil Society Leader

Evan Fox-Decent
Canada Research Chair in Cosmopolitan Law
and Justice, Professor, Faculty of Law
McGill University

Sr. Mary-Ellen Francoeur
On behalf of Pax Christi Toronto

Philippe M. Frowd
Associate Professor, School of Political
Studies
University of Ottawa.

Richard Fung
Professor Emeritus, Faculty of Art
OCAD University

Monika Kin Gagnon
Professor Emerita
Concordia University

Martin Gallié
Professeur, département des sciences
juridiques Université du Québec à Montréal

Dr. Samir Gandesha
Professor of Global Humanities and Director
of the Institute for the Humanities
Simon Fraser University

Cheryl Gaster
Human rights lawyer (retired)

Amanda Ghahremani
Research Fellow, Human Rights Center
UC Berkeley School of Law

Sara Ghebremusse
Assistant Professor
Peter A. Allard School of Law
University of British Columbia

Arash Ghiassi
Lawyer

Emily Gilbert
Professor, Canadian Studies and Geography
and Planning
University of Toronto

Jacqui Gingras
Professor, Sociology
Toronto Metropolitan University

Harry Glasbeek
Professor Emeritus and Senior Scholar,
Osgoode Hall Law School
York University

Tracy Glynn
Assistant Professor
St. Thomas University

Sofia Rosio Godomar
Founder, Educate Girls Network

Luin Goldring
Professor of Sociology
York University

Howard Green
Former Assistant Deputy Minister, Service
Canada - Ontario Region (2006-2012)

Joyce Green
Professor Emerita
University of Regina

Jesse Greener, PhD
Full Professor, Département de chimie,
Université Laval

John Greyson
Film/video artist

Malini Guha
Associate Professor
Carleton University

Priya Gupta
Associate Professor, Faculty of Law
McGill University

Ratiba Hadj-Moussa
Professor of Sociology
York University

Blayne Haggart
Professor, Department of Political Science
Brock University

Judy Haiven, PhD
Retired Professor
Saint Mary's University

David Halton
Former CBC Foreign Correspondent

Saad Hammadi
Fellow, Balsillie School of International
Affairs

Yavar Hameed
Human rights lawyer

Mark Hancock
National President, Canadian Union of
Public Employees

Paul Hannon
Retired Executive Director, Mines Action
Canada (1998-2023) and Former Vice-Chair,
International Campaign to Ban Landmines –
Cluster Munition Coalition

Robin F. Hansen
Associate Professor, College of Law
University of Saskatchewan

Louise Harel
Députée, Ministre, Présidente
Assemblée nationale du Québec (1981-
2008)

Sasha Hart
Human rights lawyer

James C Hathaway, FRSC
Degan Professor of Law Emeritus
University of Michigan

Matthew Hayes
Professor of Sociology and Canada Research
Chair in Global and Transnational Studies
St. Thomas University

Jennifer Henderson
Professor, School of Canadian Studies
Carleton University

Salvador Herencia-Carrasco
Member, Human Rights Research and
Education Centre
University of Ottawa

Steven High
Professor of History
Concordia University

Dr. Catherine Holtmann
Professor, Department of Sociology
University of New Brunswick

Jennie M Hornosty, PhD
Retired Professor, Sociology
University of New Brunswick

Rhoda E. Howard-Hassmann, CM, O.Ont,
FRSC Canada Research Chair in International
Human Rights (2003-2016)
Wilfrid Laurier University

Kirsten Hummel
Professor of applied linguistics
Université Laval

Rachel Hurst
Professor and Coordinator, Women's and
Gender Studies
St. Francis Xavier University

Adnan Husain
Director, School of Religion, and Associate
Professor in History
Queen's University

Pablo Idahosa
Professor Emeritus, African Studies and
International Development Studies
York University

Kareem Ibrahim
Barrister and Solicitor

Sofia Ijaz
Refugee and Immigration Lawyer

Brian Iler
Barrister and Solicitor

Shin Imai
Professor Emeritus, Osgoode Hall Law
School
York University

Talbot Imlay
Professeur titulaire, Département des
sciences historiques
Université Laval

Ardi Imseis
Associate Professor of Law, Faculty of Law
Queen's University

Peter Ives
Professor of Political Science
University of Winnipeg

Humera Jabir
Lawyer

Barbara Jackman, C.M.
Human rights lawyer

Martha Jackman
Professor emerita, Faculty of Law
University of Ottawa

Merle A. Jacobs, PhD
Associate Professor, Department of Equity
Studies
York University

Ilwad A. Jama
Lawyer

Cesar Jaramillo
Former Executive Director, Project
Ploughshares

Zahra H. Jimale
Barrister and Solicitor

Zaheera Jinnah, PhD
Assistant Professor, School of Social Work
University of Victoria

Yasmin Jiwani, PhD
Professor Emerita, Department of
Communication Studies
Concordia University

Susan Johnson
Former Deputy Secretary General
Canadian Red Cross and
Former Permanent Representative to the
United Nations, International Federation of
Red Cross and Red Crescent Societies

Dr. El Jones
Assistant Professor, Department of Politics,
Economics, and Canadian Studies
Mount Saint Vincent University

Talia Joundi
Immigration Lawyer

David Juncker
Professor and Chair Biomedical Engineering
Department
McGill University

Nathan Kalman-Lamb
Associate Professor of Sociology
University of New Brunswick

Charis Kamphuis
Associate Professor, Faculty of Law
Thompson Rivers University

Molly Kane
Former Executive Director of Inter Pares and
Former Executive Director of Council of
Canadians

Sandra Ka Hon Chu, LL.M.

Azeezah Kanji
Legal academic and journalist

Ilan Kapoor
Professor, Faculty of Environmental and
Urban Change
York University

Dr. Lara Karaian
Associate Professor, Institute of Criminology
and Criminal Justice, Carleton University

Michael Karanickolas
Associate Professor and James S. Palmer
Chair in Public Policy & Law, Schulich School
of Law
Dalhousie University

Armaan Kassam
Staff Lawyer
National Council of Canadian Muslims

Ali Kazimi, FRSC
Filmmaker and professor
York University

Judith Keene
Vice Chair (retired), Human Rights Tribunal
of Ontario

Lisa M. Kelly
Associate Professor, Faculty of Law
Queen's University

Kamala Kempadoo
Professor Emerita
York University

Dr. Mark Kersten
Assistant Professor, Criminology and
Criminal Justice
University of the Fraser Valley

Faiz Ahmad Khan, MD MPH
Associate Professor
McGill University

Noreen Khimji
Barrister and Solicitor

Rosel Kim
Barrister and Solicitor

Dr Asad Kiyani
Associate Professor, Faculty of Law
University of Victoria

Naomi Klein
Author, Associate Professor of Geography
University of British Columbia

Mustafa Koc
Professor Emeritus, Department of
Sociology
Toronto Metropolitan University

L Richard Kohler
Former Canadian Ambassador, retired

Professor Jennifer Koshan
Faculty of Law
University of Calgary

Jonathan Kuttub
Co-founder, Just Peace Advocates

Faisal Kutty
Associate Professor of Law Emeritus,
Valparaiso University and Affiliate Faculty
Member
Rutgers University Center for Security, Race,
and Rights

Joan Kuyek, DSW
Adjunct Instructor
Queen's University

Fannie Lafontaine
Full Professor, Faculty of Law, Former
Canada Research Chair on International
Criminal Justice and Human Rights
Université Laval

Lucie Lamarche
Professeure
Université du Québec à Montréal

Michele Landsberg
Feminist Journalist, Officer of the Order of
Canada

Emma Landy
Barrister and Solicitor, Labour and Human
Rights Law

Jonathan Langdon
Professor, Development Studies and Canada
Research Chair for Sustainability and Social
Change Leadership
St. Francis Xavier University

Karinne Lantz
Assistant Professor, Schulich School of Law
Dalhousie University

Peter Larson, Ph.D.
Chair, Ottawa Forum on Israel/Palestine

Rebeka Lauks
Barrister and Solicitor, Instructor, Graduate
Diploma in Immigration and Citizenship Law
Queen's University

Dr. Jason Laurendeau
Professor, Department of Sociology
University of Lethbridge

Min Sook Lee
Documentary Filmmaker, Associate
Professor OCAD University

Nazma Lee
Barrister and Solicitor

Soo-Jin Lee
Barrister and Solicitor

B.A. LeFrançois, PhD
University Research Professor
Memorial University of Newfoundland

Mayme Lefurgey, Ph.D.
Adjunct Professor, Department of Sociology
University of New Brunswick

Michael A. Leitold
Barrister and Solicitor

Professor Josh Lepawsky
Department of Geography,
Memorial University of Newfoundland and
Labrador

Charles Z. Levkoe,
Professor and Canada Research Chair in
Equitable and Sustainable Food Systems
Lakehead University

Avi Lewis
Filmmaker, NDP Federal Candidate

Stephen Lewis
Former Canadian Ambassador to the United
Nations

Dr. Carol Liao
Associate Professor, Peter A. Allard School
of Law
University of British Columbia

Jamie Liew
Full Professor and Shirley Greenberg Chair
for Women and the Legal Profession, Faculty
of Law
University of Ottawa

Jessica Lott Thompson
Human Rights Lawyer; Former Director,
Yukon Human Rights Commission; Sessional
Instructor, Faculty of Law, University of
Victoria

Me Sami Louzi
Avocat/Lawyer

Michael Lynk
Professor Emeritus of Law, Western
University and the former UN Special
Rapporteur for human rights in the
Occupied Palestinian Territory

Nimâ Machouf, PhD
École de santé publique
Université de Montréal

Professor Carolyn A. MacLean
Barrister and Solicitor

Theresa MacLean
Barrister and Solicitor

Dania Majid
Arab Canadian Lawyers Association

Camille Marquis Bissonnette
Professor of Law
Université du Québec en Outaouais

Sarah Maiter, PhD
Professor, Liberal Arts and Professional
Studies School of Social Work
York University

Diana Majury
Professor Emerita, Law and Legal Studies
Carleton University

Aylin Manduric
Barrister and Solicitor (non-practicing)

Firoze Manji
Adjunct Professor, Institute of African
Studies Carleton University,

James Manly
Former Member of Parliament (1980-88)

Mudasir Marfatia
Barrister and Solicitor

Thomas Marois
Tier 1 Canada Research Chair, Professor of
Political Economy
McMaster University

Dr. James G. Martin
Professor of Medicine
McGill University

Peggy Mason
President, Rideau Institute and former
Canadian Ambassador for Disarmament to
the United Nations

Dr. Ingrid Mattson
Professor of Islamic Studies & Director of
the Centre for Islamic Theology, Ethics &
Spirituality Huron University

Dr. Heidi Matthews
Assistant Professor, Osgoode Hall Law
School York University

Richard Matthews
Associate Professor
Bond University

Monia Mazigh, PhD
Author, Adjunct Research Professor,
Department of English and Literature
Carleton University

Carlota McAllister
Associate Professor, Faculty of
Environmental and Urban Change
York University

Stephen McBride
Professor of Political Science
McMaster University

Rosemary McCarney
Former Ambassador of Canada to the
United Nations and the Conference on
Disarmament, Senior Fellow, Norman
Paterson School of International Affairs,
Carleton University, Visiting Scholar in
International Relations, Trinity College,
University of Toronto, and Senior Fellow, Bill
Graham Centre for Contemporary Canadian
History

Margaret McCuaig-Johnston
Senior Fellow, Graduate School of Public
and International Affairs
University of Ottawa

Meghan McDermott
Barrister and Solicitor, Policy Director
British Columbia Civil Liberties Association

Samantha McGavin
Executive Director, Inter Pares

Liam McHugh-Russell
Assistant Professor, Schulich School of Law
Dalhousie University

Sheila McIntyre
Retired Professor, Faculty of Law
University of Ottawa

Melissa J. McKay
Barrister and Solicitor

Paul McLennan
Barrister and Solicitor

Tim McSorley
National Coordinator
International Civil Liberties Monitoring
Group

Merouan Mekouar
Professor / Professeur titulaire, Department
of Social Science
York University

Koula Mellos
Professor of Political Science (retired)
University of Ottawa

Donna Mergler
Professor emerita
Université du Québec à Montréal

Naiomi Metallic
Associate Professor and Chancellor's Chair
of Aboriginal Law and Policy at the Schulich
School of Law
Dalhousie University

Urooj Mian, MSc., LL.M
CEO Sustainable Human Empowerment
(SHE) Associates

Dr. Liam Midzain-Gobin
Political Science
Brock University

Drew Mildon
Lawyer

Bob Miller
President (retired)
The Parliamentary Centre

Rabbi David Mivasair
Independent Jewish Voices Canada

Douglas Moggach
Distinguished University Professor
University of Ottawa

Haideh Moghissi
Emerita Professor of Sociology
York University

Jeffrey Monaghan
Associate Professor, Institute of Criminology
Carleton University

Catherine Morris
Independent Legal Scholar, (Past) Executive
Director, Lawyers' Rights Watch Canada;
Director, Peacemakers Trust

Khaled Loutfi Mouammar
Former Member, Immigration and Refugee
Board of Canada (1994 – 2005)

Mary Mouammar
Former Member, Immigration and Refugee
Board of Canada

Randa Mouammar
Lawyer and Professor
Seneca Polytechnic

Brian K Murphy
Author, human rights advocate
Former senior policy analyst, Inter Pares
(ret.)

Dr Shannonbrooke Murphy
Endowed Chair in Human Rights
St Thomas University

Jennifer Mustapha
Associate Professor, Department of Political
Science, Huron University at Western

Shaun Narine
Professor and Chair, Political Science
St. Thomas University

Shelina Neallani
Barrister & Solicitor

Sheryl Nestel, PhD
Affiliated Scholar, New College
University of Toronto

Alex Neve, OC
Senior Fellow, Graduate School of Public
and International Affairs, and Visiting and
Adjunct Professor of International Human
Rights Law
University of Ottawa

Kim Hong Nguyen
Associate Professor
University of Waterloo

Vinh Nguyen
Associate Professor of English
University of Waterloo

Ken Norman
Emeritus Professor of Law,
University of Saskatchewan

Dr. John K. Merou
Professor, University of Toronto
Extraordinary Professor, Stellenbosch
University

Lori Lee Oates
Teaching Assistant Professor
Memorial University of Newfoundland

Rula Odeh
Chair, Canadian Friends of Sabeel

Henry Off
Canadian Lawyers for International Human
Rights

Professor Ubaka Ogbogu
Faculty of Law
University of Alberta.

Obiora C Okafor
Professor of International Law, Osgoode Hall
Law School
York University

Celeste Orr
Assistant Professor, Sociology
University of New Brunswick

Professor Gerardo Otero
School of International Studies
Simon Fraser University

John Packer
Director, Human Rights Research and
Education Centre and Associate Professor,
Faculty of Law
University of Ottawa

Genevieve Renard Painter, PhD
Member, Quebec Bar, and Associate
Professor Concordia University

Dr. Pamela Palmater
Chair in Indigenous Governance
Toronto Metropolitan University

Roxanne Panchasi
Associate Professor, Department of History
Simon Fraser University

Ajay Parasram
Associate Professor
Dalhousie University

Gar Pardy
Former Canadian Ambassador

Laila Parsons
Professor of Modern Middle East History
McGill University

The Honourable Kim Pate, C.M.
Senator for Ontario and Adjunct Professor,
Faculty of Law, University of Ottawa

Viviana Patroni
Professor Emerita, International
Development Studies
York University

Dr. Martha Paynter, PhD
Assistant Professor, Faculty of Nursing
University of New Brunswick

Dr Karen Pearlston
Professor of Law (Ret.)
University of New Brunswick

Roberto Perin
Professor Emeritus, History Department
York University

André Perrault
Membre du Barreau du Québec (1981-
2020)

Julietta Perucca
Deputy Director, The Shift

Cindy Phillips
Barrister and Solicitor, Adjunct Professor
University of British Columbia

Justin Piché, PhD
Full Professor, Criminology
University of Ottawa

Elizabeth Pickett
Assistant Professor (Retired)
Carleton University

Nicholas Pope
Human rights lawyer

Bruce Porter
Executive Director, Social Rights Advocacy
Centre

Nathan Prier
President
Canadian Association of Professional
Employees

Carolyn Prouse
Associate Professor
Queen's University

Tavleen Purewal
Assistant Professor, Department of English
University of New Brunswick

Debbie Rachlis
Barrister and Solicitor

Saeed Rahnema, PhD
Professor rtd., Political Science and Public
Policy
York University

Sharayer Rajabi
Barrister and Solicitor

Diana Ralph, Ph.D.
Retired Associate Professor
Carleton University

Joshua Ramisch
Professeur Titulaire, École de
développement international et
mondialisation
Université d'Ottawa

Sara Rans
Chair, Independent Jewish Voices Canada

Aditya Rao
Madhu Verma Migrant Justice Centre

Derek Rasmussen, PhD
Legal researcher

Tariq Rauf
Former Head of Verification and Security
Policy, International Atomic Energy Agency

Arif Raza
Barrister and Solicitor

Judy Rebick
Writer

Byron Rempel-Burkholder
Chair, Mennonite Church Canada Palestine-
Israel Network

Mark Andrew Reynolds
Barrister and Solicitor

Gordon Ritchie
Former federal deputy minister and
ambassador for free trade negotiations

Yvon Rivard
Professeur retraité
Université McGill

Hon. Douglas Roche, O.C.
Former Senator and Ambassador

Allan Rock, P.C., C.M., K.C.
Former Minister of Justice and Attorney
General of Canada, and former Canadian
Ambassador to the United Nations

Sanda Rodgers
Professor Emerita, Faculty of Law
University of Ottawa

Jillian Rogin
Associate Professor, Faculty of Law
University of Windsor

Heather Joy Ross
Barrister and Solicitor

Maia Rotman
Barrister & Solicitor

Chris Rudnicki
Criminal appeal lawyer

Bruce Ryder
Associate Professor, Osgoode Hall Law
School
York University

Kathleen Ruff
Human Rights Advocate

Kim Rygiel
Professor, Department of Political Science
and Balsillie School of International Affairs
Wilfrid Laurier University

Laila Sahyoun
Attorney at Law

Daniel Sailofsky
Assistant Professor
University of Toronto

Alina Sajed
Associate Professor
McMaster University.

Ariel Salzmann
Associate Professor, Islamic and World
History
Department of History
Queen's University

Isaac Saney, PhD
Associate Professor and Coordinator, Black
and African Diaspora Studies, Dean's Office,
Faculty of Arts and Social Sciences,
Dalhousie University; Adjunct Professor,
Department of History, Saint Mary's
University

Jim Sannes
President, Board of Directors
Canadian Unitarians For Social Justice

Haig E. Sarafian
Retired Canadian Ambassador

Derek Sayer, FRSC
Professor emeritus
University of Alberta

William Schabas, OC
Professor of International Law
Middlesex University

Eric Schiller
Retired Professor, Civil Engineering
University of Ottawa

Pamela Scholey
Former Coordinator, Task Force on
International Critical Incidents, Global
Affairs Canada (retired)

Craig Scott
Professor of Law, Osgoode Hall Law School
York University

Michaelin Scott
Barrister and Solicitor

Michel Seymour
Professeur honoraire
Université de Montréal

Elizabeth Sheehy, F.R.S.C., O. Ont.
Professor Emerita of Law
Faculty of Law
University of Ottawa

Tyler Shipley
Professor, Liberal Studies
Humber Polytechnic

Nadia Shivji
Vice Chair, Canadian Association of Muslim
Lawyers, Atlantic Chapter

Sid Shniad
Founding Member
Independent Jewish Voices Canada

Shibil Siddiqi
Human Rights Lawyer

Shadman Siddiky
Barrister and Solicitor

Penelope Simons
Professor and Gordon F. Henderson Chair in
Human Rights, Faculty of Common Law
University of Ottawa

Dr. Anne-Marie Singh
Professor
Toronto Metropolitan University

Rachel Singleton-Polster
Senior Human Rights Advocate, Feminist
Alliance for International Action

Tammara Soma PhD RPP, MCIP
Associate Professor, School of Resource and
Environmental Management (Planning)
Simon Fraser University

Jesook Song
Professor
University of Toronto

Timea Spitka
Adjunct Research Professor, Norman
Patterson School of International Affairs
Carleton University

Peter Splinter
Former Amnesty International
Representative to the United Nations in
Geneva and Canadian diplomat

Susan Spronk
Associate Professor, School of International
Development and Global Studies
University of Ottawa

Katrina Srirampang
Lawyer (retired)

Penni Stewart
Professor Emerita, Department of Sociology,
York University

Christine Straehle
Full Professor, Faculty of Social Sciences and
Graduate School of Public and International
Affairs
University of Ottawa

Anna Su
Associate Professor, Faculty of Law
University of Toronto

Ameena Sultan
Barrister and Solicitor

Gökbörü Sarp Tanyildiz
Assistant Professor of Sociology
Brock University

Omar Tabsh
Barrister and Solicitor

Nazira Naz Tareen
Founding President, Ottawa Muslim
Women's Organization

Dr. Heather Tasker
Assistant Professor of Political Science and
Law, Justice & Society
Dalhousie University

Dr Marcus Taylor
Professor, Global Development Studies
Queen's University

Nancy Thede
Professeure retraitée, Département de
science politique
Université du Québec à Montréal

Tracey Thomas-Falconar
Former Manager of Homeless and Disaster
Operations, Canadian Red Cross

Dr. Kristen Thomasen
Associate Professor and Chair in Law,
Robotics, and Society, Faculty of Law
University of Windsor

Ian Tian
Assistant Professor, Women and Gender
Studies
Mount Saint Vincent University

Özgün Topak
Associate Professor
York University

Earl Turcotte
Former Canadian diplomat and United
Nations official

Natasha Tusikov
Associate Professor, Criminology Program,
Department of Social Science,
York University

Pheroze Unwalla
Associate Professor of Teaching
University of British Columbia

Raphael Vagliano
International human rights lawyer

Peyman Vahabzadeh
Professor, Sociology
University of Victoria

Frédéric Vairel
Professeur titulaire, Ecole d'études
politiques Université d'Ottawa

Kirsten Van Houten
Assistant Professor
University of the Fraser Valley

Dr. Ashwini Vasanthakumar
Queen's National Scholar and Associate
Professor, Faculty of Law
Queen's University

Brenda Vellino
Professor
Carleton University

Elizabeth Vibert
Professor of Colonial History
University of Victoria

David Viveash
Retired diplomat, former Head of the
Political Section at the Canadian Embassy in
Tel Aviv and Representative to the
Palestinian Authority at the Canadian
Representative Office in Ramallah

Jonnette Watson Hamilton
Professor emerita, Faculty of Law
University of Calgary

June Webber, PhD
Former Executive Director, Coady
International Institute / Vice President St.
Francis Xavier University

Elizabeth Whitmore, PhD
Professor Emerita
Carleton University

Martha Wiebe
Retired Instructor
Carleton University

Wanda Wiegers
Professor, College of Law
University of Saskatchewan

Dr Jeremy Wildeman
Adjunct Lecturer, Carleton University;
Fellow, Human Rights Research and
Education Centre, University of Ottawa

John R. Williams, Ph.D.
Director of Ethics (retired), Canadian
Medical Association and World Medical
Association

Emily Regan Wills
Professeure Agrégée, École d'études
politiques
Université d'Ottawa

David Wiseman
Professor, Faculty of Law
University of Ottawa

Vincent Wong
Assistant Professor, Faculty of Law
University of Windsor

The Honourable Yuen Pau Woo
Senator for British Columbia

Stepan Wood
Canada Research Chair in Law, Society &
Sustainability, Allard School of Law
University of British Columbia

Ellen Woodsworth
Co-President, Women's International
League for Peace and Freedom Canada

David Wright
Assistant Crown Attorney (retired)

b.h. Yael
Professor, Faculty of Art
OCAD University

Nana Yanful
Barrister and Solicitor

James Yap
International human rights lawyer

Drew Yewchuk
Barrister and Solicitor

York University Faculty Association
Executive

Margot Young
Professor of Law
University of British Columbia

Sophia Zaidi
Barrister and Solicitor